

Libye/Crise

Benghazi meurtrie par de nouveaux attentats

AFP
Benghazi/Libye

Près de 40 personnes sont tombées mardi soir à la suite d'un double attentat qui n'a pas été revendiqué.

LA ville de Benghazi, la deuxième de Libye, a été meurtrie par de nouveaux attentats ayant fait près de 40 morts, illustrant la persistance de l'instabilité dans cette région contrôlée par les forces du maréchal controversé Khalifa Haftar.

Le double attentat à la voiture piégée, qui n'a pas été revendiqué, s'est produit mardi soir dans le centre de la ville de l'est du pays miné par l'insécurité et les rivalités politiques depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi après une révolte populaire.

Selon l'analyste libyen Mohamed Eljarh hier, la méthode utilisée dans les attaques, parmi les plus meurtrières ces dernières années en Libye, vise clairement à faire le plus grand nombre de morts possibles.

Mardi soir, au moment où les fidèles sortaient d'une mosquée dans le quartier Al-Slemani, un véhicule piégé a explosé. Trente minutes plus tard, une se-



Le périmètre du double attentat qui a fait près de 40 morts mardi soir à Benghazi.

conde voiture explosait alors que forces de sécurité et civils s'étaient rassemblés pour venir en aide aux victimes de la première attaque, selon une source de sécurité.

Selon un dernier bilan compilé hier par les services de sécurité à partir d'informations des hôpitaux de Benghazi, 37 personnes, dont un Egyptien et un Soudanais, ont péri et près de 90 ont été blessées dans le double attentat.

La mission de l'Onu en Libye (Manul) et le gouvernement d'union nationale (GNA), basé dans la capitale Tripoli et soutenu par la communauté internationale, ont condamné l'attentat.

"CELLULES DORMANTES"• Ahmad al-Fitouri, un responsable des services de sécurité dépendant des forces du maréchal Haftar, l'homme fort de l'est libyen, a été tué dans l'attentat, selon un porte-parole militaire, Miloud al-Zwei.

La mosquée près de laquelle le double attentat s'est produit est connue pour être un fief de groupes salafistes qui ont combattu les jihadistes à Benghazi aux côtés du maréchal Haftar.

Ce dernier soutient un gouvernement parallèle au GNA, qui a décrété trois jours de deuil dans l'est libyen. Il a ordonné hier l'ouverture d'une enquête

pour traquer les auteurs de ces attentats "terroristes", a rapporté l'agence libyenne loyale aux autorités de l'est.

Ces attentats ont lieu alors que le maréchal Haftar avait annoncé à l'été 2017 avoir débarrassé Benghazi, un millier de km à l'est de Tripoli, des groupes jihadistes après plus de trois ans de combats meurtriers. Mais ses forces accusent des "cellules jihadistes dormantes" qui visent régulièrement les commandants et membres de l'Armée nationale libyenne (ANL) auto-proclamée par le maréchal Haftar.

"CRIME IGNOBLE"• Le GNA a condamné "un crime ignoble" et un "acte terro-

riste et lâche".

Sur son compte Twitter, la Manul a dénoncé "les terribles attentats", soulignant que "les attaques directes ou aveugles contre les civils constituent des crimes de guerre".

L'Onu a défini un plan d'action qui prévoit notamment des élections en 2018, afin de tenter de sortir le riche pays pétrolier de la crise.

Les deux principaux rivaux, le chef du GNA, Fayez al-Sarraj, et le maréchal Haftar, se sont engagés sur un processus de sortie de crise le 25 juillet 2017 en France sous les auspices du président Emmanuel Macron, prévoyant notamment des élections en 2018.

Mais leur rapprochement reste depuis laborieux et compromis par les incertitudes sur les intentions du maréchal Haftar, accusé par ses détracteurs de vouloir prendre le pouvoir et instaurer une dictature militaire.

La ville de Benghazi a été particulièrement touchée par des violences visant notamment les représentations diplomatiques et les forces de sécurité. Une attaque contre le consulat américain, le 11 septembre 2012 avait coûté la vie à l'ambassadeur Christopher Stevens ainsi que trois autres Américains.

L'Afrique en bref

• Egypte/Présidentielle. Sissi dépose officiellement sa candidature



Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a déposé hier sa candidature à l'élection présidentielle dont le premier tour se tiendra le 26 mars, alors que plusieurs de ses rivaux sont désormais hors course, a constaté un photographe de l'AFP.

• Guinée équatoriale/Justice. 135 militants d'opposition bientôt jugés

Quelque 135 militants de l'opposition en Guinée équatoriale ont été inculpés et sont actuellement détenus à la prison d'Evi-nayong (centre-sud), a-t-on appris hier auprès de leur avocat.

• RD Congo/Rébellion. Deux civils tués dans l'est

Deux civils ont été tués mardi par des obus tirés par des rebelles sur une ville de l'est de la République démocratique du Congo à partir du lac Tanganyika, ont déclaré hier des responsables.

• Zimbabwe/Politique. Elections générales "avant juillet"

Les élections présidentielle et législatives prévues cette année au Zimbabwe devraient être organisées "avant juillet", a annoncé le nouveau président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa hier lors du Forum économique mondial de Davos (Suisse).

A travers le monde

• Afghanistan/Attaque. L'ONG Save The Children suspend ses opérations

Au moins trois personnes ont été tuées dans l'attaque hier contre Save the Children à Jalalabad (est), revendiquée par le groupe Etat islamique et qui a poussé l'ONG britannique à suspendre ses opérations en Afghanistan.

• France/Terrorisme. Début du procès d'un "logueur" de jihadistes

C'est la première personne liée aux attentats du 13 novembre 2015 en France à comparaître: le procès de Jawad Bendaoud, le "logueur" de deux jihadistes, a débuté hier à Paris.

• Turquie-Syrie/Conflit. Erdogan ferme sur Afrine

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit hier déterminé à poursuivre l'offensive dans l'enclave syrienne d'Afrine pour en éliminer une milice kurde, avant un entretien attendu avec son homologue américain Donald Trump qui devait lui dire son inquiétude.

Brésil/Politique

Le premier des juges à voter au procès de Lula l'accable

AFP
Porto Alegre/Brésil

LE premier des trois juges à voter hier dans le procès en appel de Lula a confirmé la condamnation de l'ancien président du Brésil tout en l'alourdissant à 12 ans et un mois de prison, a constaté un journaliste de l'AFP présente dans le tribunal.

La décision finale de la Cour d'appel de Porto Alegre (sud), qui risque à terme d'anéantir les ambitions de Luiz Inacio Lula da

Silva de se présenter à la présidentielle d'octobre, devait être connue à l'issue des votes des deux autres magistrats.

En juillet, Lula, 72 ans, avait été condamné en première instance à 9 ans et six mois de prison par le juge Sergio Moro pour corruption passive et blanchiment d'argent.

"Je considère que le degré de culpabilité est extrêmement élevé", a expliqué le juge João Pedro Gebran Neto, rapporteur du procès, après la lecture détaillée de son vote, qui a pris plus de trois heures.

Il a précisé que la peine serait appliquée qu'une fois que tous les recours seraient jugés, écartant la possibilité que Lula aille en prison dès hier.

L'icône de la gauche est accusée d'avoir reçu un triplex en bord de mer spécialement rénové par l'entreprise de bâtiment OAS en échange de l'attribution de marchés publics de Petrobras pendant sa présidence (2003-2010).

Le juge Gebran Neto a fait état de "preuves au-delà de tout doute raisonnable que cet appartement triplex était réservé au président Lula, avant même qu'OAS ne débute les travaux".

La défense de l'ex-président a argumenté qu'aucun titre de propriété n'avait été émis à son nom, mais le magistrat a expliqué que cette absence de document visait justement à dissimuler le vrai desti-

nataire de l'appartement.

"L'ex-président était un des principaux artisans, sinon le principal d'un vaste réseau de corruption (...) qui a fragilisé non seulement le fonctionnement de Petrobras, mais de tout le processus politique du Brésil".

Quelle que soit la décision finale de la Cour d'appel, de nombreux recours sont possibles et la procédure pourrait s'étendre sur des mois.

C'est arrivé...

Un tribunal ordonne l'expertise psychiatrique d'un défunt

UN tribunal du sud du Portugal a officiellement demandé à un hôpital l'expertise psychiatrique d'un homme décédé depuis deux ans dans le but de résoudre une affaire d'héritage, a-t-on appris mardi auprès de cet établissement.

"A la mi-janvier, quand j'ai reçu la notification pour effectuer l'expertise, c'était tellement ridicule, en 25 ans de carrière je n'avais jamais vu ça !", a dit Ana Matos Pires, la directrice du service de psychiatrie du centre hospitalier de Beja (sud). Ne disposant que de trois instituts autorisés à réaliser ce genre d'examen, les ma-

gistrats portugais mettent souvent à contribution les services de psychiatrie des hôpitaux publics pour répondre à l'afflux de demandes de la justice.

Face à cette requête, la directrice a simplement répondu qu'elle était dans l'impossibilité de réaliser l'expertise.

Au Portugal, les expertises psychiatriques coûtent 400 euros (262 000 francs).

"J'aurais pu être cynique, aller devant la tombe de cet homme, poser quelques questions et envoyer mon rapport, mais j'ai voulu épargner le ministère de la Justice de cette dépense", a confié en riant la psychiatre.

... à Beja (Portugal)



Il a beau haranguer ses partisans, l'ancien président Lula paraissait hier en mauvaise posture devant la Cour d'appel de Porto Alegre.